

Crise post-électorale/Déclaration de Jean-Luc Mélenchon

## « Ce qui compte c'est que les Gabonais ont le droit d'être respectés (...) que leur maturité politique ne doit pas être mise en cause par un néocolonialisme paternaliste ».

**Orca Boudiandza Mouele**

**A**u moment où Manuels Valls, Premier ministre français, cautionne à demi-mots le coup d'Etat militaro-électoral perpétré par Ali Bongo, Jean-Luc Mélenchon, candidat à la présidentielle française, rappelle à l'ex-puissance coloniale qu'elle ne peut valider la suprématie de la force sur la démocratie. Que la barbarie et la loi du plus fort ne peuvent s'imposer devant les principes démocratiques et la volonté d'alternance exprimée par tout un peuple dans les urnes.

Loin de demander à l'ex-métropole de s'ériger en arbitre, de dire qui, de Jean Ping ou d'Ali Bongo, a remporté l'élection dans les urnes, puisqu'au fond, les véritables résultats donnent Jean Ping vainqueur, Mélenchon demande à la France de ne pas détourner les yeux sur le déni de démocratie et la situation de crise que vit aujourd'hui le Gabon.

Si la France feint de l'ignorer, le membre du Front de gauche rappelle que depuis le coup d'Etat électoral d'Ali Bongo, « c'est une suite inin-

terrompue de violences contre les partisans de Monsieur Ping, les représentants de la société civile et les journalistes. De nombreux Franco-gabonais sont en prison à cette heure et le gouvernement français ne fait rien pour les tirer d'affaire. Le matin même de notre déjeuner, (avec Jean Ping), 25 journalistes Gabonais d'Echos du Nord étaient arrêtés ».

Au regard de telles exactions infligées à un peuple qui ne demande que le respect de son droit d'accéder à la démocratie et à l'alternance, la France, au nom de la préservation des intérêts économiques, d'une forme de néocolonialisme paternaliste, va-t-elle continuer d'accepter la présence d'Ali Bongo au pouvoir comme un état de fait ? Pour Jean-Luc Mélenchon, il n'en est nullement question.

C'est pourquoi, depuis le début de la crise, rappelle-t-il, il n'a cessé de demander un recomptage des voix et même une intervention de l'Onu ou de l'Union africaine donnant un mandat s'il le fallait pour la réorganisation de l'élection sous contrôle inter-



Jean-Luc Mélenchon appelle la France à ne pas cautionner le déni de démocratie au Gabon.

national. Ces suggestions n'ont pas été entendues. Pourtant, si ces suggestions n'ont pas été comprises, Jean-Luc Mélenchon souligne qu'il n'est pas trop tard pour bien faire. Il n'est pas trop tard pour préserver le Gabon de l'imminence du chaos.

Car, d'après le candidat à l'élection présidentielle française, c'est une lourde erreur de laisser la loi du plus fort et du gros bâton avoir le dernier mot au Gabon. Comme un avertissement, Mélenchon

souligne que trop d'armes circulent dans la région, trop de richesses sont en cause, trop de frustrations exsudent d'une société instruite et compétente pour que le pays (Gabon) soit abandonné au fait accompli.

« Notre intérêt est la paix civile qui seule rend possibles les partenariats honnêtes entre nos pays. Notre intérêt est que la démocratie soit enfin la norme dans nos relations. C'est pourquoi le cas du Gabon est exemplaire. Et c'est pourquoi nous devons

l'être en nous mettant au service de ceux qui veulent tourner la page de l'ancien monde », souligne, en guise de conclusion, Jean-Luc Mélenchon.

### Dialogue national Couleur du peuple ou nouvelle association de mange-mil



Couleur tropicale, une nouvelle association des jeunes pour le dialogue d'Ali Bongo.

**M.M**

**C**e samedi 05 novembre, se tenait à la Chambre de commerce une conférence de presse animée par les leaders des jeunes du Mapane et de l'opposition réunis sous le label « Couleur du Peuple ». C'est autour d'Isaac